

N° 2022/E4/47

**Question orale déposée par Cathy COGNETTI-TURCHINI
Au nom du groupe « Un Soffiu Novu »**

OBJET : Maintien à domicile des personnes âgées.

Monsieur le Président,

Je sais votre attachement et votre implication dans l'action que vous conduisez en faveur des personnes âgées.

Le gouvernement n'est pas resté inactif face au souhait des personnes âgées de bien vieillir chez elles. Il a renforcé les structures de maintien à domicile et promulgué plusieurs textes législatifs :

- la loi relative à la dette sociale et l'autonomie a créé une cinquième branche à la sécurité sociale garantissant par la solidarité nationale le risque de perte d'autonomie.
- la loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) pour 2021 a structuré cette nouvelle branche, donc la création est historique, et lui a apporté un premier périmètre et un financement.

Vous le savez, la population de notre région est vieillissante et place la Corse au premier rang des régions qui auront le plus de séniors d'ici à un peu plus de 20 ans. Le rapport démographique va passer, chez nous, de 1,4 séniors pour un jeune en 2015 à 2,9 séniors pour un jeune en 2050.

Cet accroissement s'accompagne du taux de précarité sociale le plus élevé de France pour cette tranche de notre population.

Face à la dépendance, les familles restent plus solidaires ici qu'ailleurs mais combien de temps résisteront-elles ?

L'option dite du « virage domiciliaire » pour « vieillir-chez-soi » va nécessiter, pour sa mise en œuvre, des moyens importants en matière de ressources humaines.

Création de postes et formation sont déjà au centre des préoccupations compte tenu des difficultés actuelles que rencontrent les organismes d'aide à la personne en matière de recrutement.

Sur le plan structurel, il conviendra de renforcer les services de proximité et notamment dans l'intérieur de notre territoire.

L'équipement des logements (domotique, capteurs détecteurs de chutes etc.), déjà initié, et la modernisation de l'habitat devront s'accompagner d'une réflexion sur la place des personnes âgées dans la société en général (isolement, âgisme etc.) et d'une façon plus spécifique dans la ville (voirie, mobiliers urbains, transports etc.) et nos villages.

Sur le plan sanitaire, la prévention, pour retarder la perte d'autonomie, va devenir un axe stratégique prépondérant afin de « mieux vieillir ». Son développement sera inévitablement consommateur de ressources.

La problématique globale de la dépendance va donc nécessiter :

- Des métiers mieux rémunérés, un secteur professionnel mieux organisé ;
- Une réponse aux besoins en matière de ressources humaines ;
- Des formations mieux adaptées et plus nombreuses ;
- Des métiers plus sûrs, une qualité de vie au travail améliorée.

Je crois qu'une démarche solidaire de l'ensemble de nos députés serait de nature à renforcer le poids de la question que je vous pose :

La Corse, dans un esprit de solidarité nationale, ne pourrait-elle pas bénéficier d'un financement exceptionnel dans ce domaine pour l'aider à affronter les défis de demain en matière de prise en charge de la dépendance des personnes âgées ?

En soumettant cette question devant vous et en la proposant à la validation de notre assemblée, nous pourrions lui donner la force que nous espérons pour sa présentation au gouvernement.

Je vous remercie de l'attention que vous m'avez accordée.